

Football canadien—Loi

canadien tel qu'on le connaît disparaîtra. Monsieur le président, ce qui peut le faire disparaître—et cela est sur le point de se produire à Montréal—c'est, comme cela s'est produit l'an passé, le manque de spectateurs. Ce qui peut faire disparaître le football, ce ne sont pas les projets de loi ni l'incursion au Canada de financiers américains pour venir faire évoluer des équipes au Canada, mais le fait que le football n'intéresse plus personne. Quand il n'y a plus de spectateurs qui vont voir les matchs, c'est la faillite. Voilà ce qui peut se produire, avec ou sans projet de loi, puisqu'on ne forcera jamais des spectateurs à regarder un spectacle qui ne les intéresse pas.

A mon avis, l'honorable ministre a essayé de donner un formidable «botté», mais il a raté la cible.

[Traduction]

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, je vais reprendre mon siège dans les 60 secondes pour protester contre les bévues d'un gouvernement en pleine décomposition qui saisit la Chambre d'un bill sur le football alors que des grèves des transports et du service postal paralysent notre pays, que les mises en disponibilité se multiplient, que les crues printanières ravagent certaines régions de l'Ouest, que les logements sont scandaleusement hors de prix et que l'inflation gruge l'économie. Les Canadiens veulent refaire l'unité de notre pays. Cependant, ce gouvernement libéral ne trouve rien d'autre à offrir que du football.

Je suis d'accord pour que le gouvernement protège les équipes de football des localités de l'Ouest du Canada. Tout comme Peter Newman, cependant, je déclare que «Les Prairies ne voterait pas pour le parti libéral, même si Pierre Trudeau devenait porteur d'eau des Roughriders de Regina». Les libéraux ont fait faillite. Que le gouvernement présente des mesures législatives importantes ou qu'il déclenche des élections.

Des voix: Bravo!

● (1550)

M. Ron Atkey (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, l'intervention du député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche) est peut-être la plus pertinente jusqu'ici dans le cadre du débat actuel. Peut-être serait-il à propos, dans un débat comme celui-ci, de commencer tout d'abord par des propositions de base, que l'on pourrait peut-être considérer comme des buts et objectifs fondamentaux. Elles seront peut-être approuvées par l'ensemble de la Chambre et du pays.

Première proposition: le football canadien est unique en son genre. Il diffère, par la forme, du football américain. Il a probablement la préférence de la majorité des Canadiens.

Deuxième proposition: la Ligue canadienne de football, seule ligue professionnelle de football canadien, devrait avoir la chance de se maintenir, de survivre comme moyen de distraction et comme véhicule sportif pour les fervents du football au Canada. Elle devrait également offrir des possibilités de carrière professionnelle aux jeunes Canadiens qui aspirent à en faire partie.

Troisième proposition: le match de la Coupe Grey, qui est peut-être ce qui se rapproche le plus au Canada d'un festival national, devrait être sauvegardé comme moyen de réunir les Canadiens de l'Est et de l'Ouest dans un contexte sportif.

Je suis sûr que le gouvernement conviendra de ces trois propositions. En fait, dans le préambule du bill à l'étude,

[M. Matte.]

j'entrevois une certaine concordance de pensées à ce sujet. Ce que je reproche au gouvernement, ce sont les moyens qu'il emploie pour atteindre les buts et objectifs que j'ai cités et peut-être d'autres que je n'ai pas désignés.

Je signale tout d'abord que le gouvernement semble avoir imité l'autruche en refusant de voir ce qui se passe dans le sport professionnel en Amérique du Nord. Qu'il me suffise de signaler en passant le mouvement d'expansion en faveur du hockey, du baseball, du basketball, de la crosse et du tennis, et l'on comprendra ce que je veux dire par là. La demande des consommateurs à l'égard des sports professionnels augmente rapidement, cela en grande partie à cause de la télévision. Les possibilités de jouer professionnellement qui sont offertes aux jeunes joueurs de talent, quel que soit leur pays d'origine, ont presque doublé dans un délai très bref.

Qu'advient-il du football? Nous nous souvenons tous de la Ligue américaine de football, un tas de parvenus qui n'arrivaient pas à la cheville de la Ligue canadienne de football, sans parler de la Ligue nationale; qu'est devenue maintenant la Ligue américaine? Elle a fusionné dans une ligue géante chez nos voisins du sud.

Nous voyons maintenant pointer une troisième grande ligue. La chose importante dont les Canadiens doivent se rappeler, c'est que les prix augmentent. C'est comme pour le pétrole. Le nombre de joueurs est resté assez constant, mais la demande a augmenté. Qu'arrive-t-il lorsque la demande s'accroît et que l'offre reste la même? Les prix grimpent. Quoi que puisse faire le gouvernement canadien, quoi que fasse le Parlement et quelles que soient les lois qu'on adopte, les événements dont je vous ai parlé et qui se déroulent dans le contexte nord-américain vont voir des répercussions importantes sur le football professionnel canadien.

Le salaire des joueurs augmente que nous ayons ou non des lois en la matière. Le prix de l'équipement et des stades augmente que nous ayons des lois ou non. Les nouvelles ligues américaines vont se livrer davantage de concurrence pour la télévision quel que soit le sort du bill. Plus grave encore, la Ligue canadienne de football va se faire voler quelques joueurs. Si ce bill est adopté, elle va s'en faire voler beaucoup.

Que dire de cette ligue canadienne que le gouvernement tente d'isoler de la compétition internationale? Le bill ne parle pas de salaires. Il ne parle pas de ce que coûtent les stades aux Canadiens, ni des partis télévisées des ligues du sud. Pourtant, le gouvernement, propriétaire de Radio-Canada, continuera apparemment à encourager les Canadiens à regarder les parties américaines en présentant celles de la Ligue nationale de football le dimanche. Fait important, le bill ne parle pas des razzias qui auront lieu.

Jusqu'à présent, l'un des événements importants menant à l'introduction de ce projet de loi a été la garantie des propriétaires canadiens de la franchise de Toronto de la Ligue mondiale de football, ayant trait aux paiements de péréquation et à l'absence de télédiffusion des parties; j'en parlerai dans quelques instants. La garantie plus importante se rapportait aux razzias. J'aimerais lire un extrait d'un document qui a été présenté à tous les parlementaires et au gouvernement par les propriétaires des Northmen. Voici:

Si nous restons au Canada, nous sommes prêts à suggérer à nos associés l'adoption de la même politique qui consiste à ne pas signer de contrat préalable avec des joueurs.

Il s'agit d'une politique entre la Ligue nationale de football et la LCF.

Puisque nos associés souhaitent avoir une équipe à Toronto, nous nous